Le sommet du G7 dans Charlevoix, 2018 : résistances et subalternités locales, de l'évènement à la longue durée¹

Régis Coursin

Abstract

Reposant sur une observation participante, bonifié par 46 entretiens semidirectifs, cet article s'attache à lever le voile sur l'impensé des analyses sommitologiques que représente les résistances locales au G7. En prenant pour terrain le sommet de Charlevoix de 2018, nous tâcherons de cartographier ces résistances, et d'en identifier les formes. Nous verrons qu'elles sont de deux natures : politique, à la fois spontanée quand elles sont individuelles, à la fois planifiées (par des organismes militants urbains) quand elles sont collectives, et infra-politique, première forme spontanée de résistance collective locale. Tout en faisant reposer nos réflexions sur la lecture scottienne de l'infrapolitique, nous la dépasserons en l'inscrivant d'abord dans les analyses gramsciennes sur les classes subalternes, et ensuite dans une étude au long cours reliant subalternité conjoncturelle et structurelle. Nous verrons ainsi comment ces résistances s'insèrent dans plusieurs rapports de force (local, provincial et global), et comment, sur le plan militant, les classes marginales des classes subalternes continueront à mobiliser le registre infra-politique tant qu'il n'existera aucune alliance culturelle organique entre elles et son avantgarde.

Mots-clés

G7, sommet, résistances locales, infra-politique, classes subalternes, Scott, Gramsci, Charlevoix

Pour la quatorzième fois depuis le fiasco de Gênes 2001 (Bayne 2005), le sommet du G7 se tient stratégiquement dans un endroit reculé. Un tel choix exerce un impact immédiat sur les mouvements de contestation. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 200 000 manifestants ont été dénombrés en 2001 à Gênes, moins de trois cents l'année suivante à Kananaskis, au Canada (King 2004). Repoussées à Calgary, les manifestations n'ont pu rassembler que 2 500 personnes. Idem en 2018 pour le sommet de Charlevoix : elles ont réuni environ 4 000 personnes à Québec entre le 7 et le 9 juin, et moins de cent à La Malbaie, toutes cantonnées à la zone clôturée « de libre expression ». Cette délocalisation

¹ Je tiens d'abord à remercier les Charlevoisiens.nes, à qui je dédie ce texte, André C. Drainville, Lesley J. Wood, Pascale Dufour, Serge Gauthier, Margo Ganassa, les deux réviseurs.euses anonymes pour leurs commentaires, ainsi que le Fonds de Recherche du Québec – Société et Culture.

des sommets nous pousse donc à dépasser l'équation convenue évènement global / résistances globales (Gills 2000, Hardt and Negri 2004, Amoore 2005), et à nous poser cette question élémentaire : *quid* des résistances locales ?

Ces résistances rentrent dans les impensés des analyses sommitologiques. Des efforts ont été faits par David Waddington et Mike King (2007), mais en se limitant aux élus locaux, représentants des médias, policiers et manifestants, et en omettant de prendre en compte la voix des habitants, leur étude se cantonne aux résistances officielles, conventionnelles, publiques, et ouvertes. En interrogeant les habitants de Sapporo, et non de Toyako, Hidehiro Yamamoto s'éloigne quant à lui bien trop de l'épicentre de l'évènement pour apporter une réponse précise à notre question (Yamamoto 2010).

Sur le plan empirique, cet article vise à cartographier les résistances au G7 qui ont eu lieu dans Charlevoix, et à identifier ses formes. En deuxième lieu, il veut comprendre ce qu'elles nous disent sur les rapports de force globaux (G7/Charlevoisiens), provinciaux (Charlevoisiens/tissu militant québécois), et locaux (au sein de la population charlevoisienne).

Sur le plan méthodologique, précisons que cet article repose sur 18 entretiens diachroniques² et 10 entretiens uniques³ semi-directifs (46 entretiens au total), ainsi que sur une observation participante à l'origine de la récolte de nombreux témoignages *in vivo*, dont se démarquent 11 rencontres et discussions prolongées sur le sujet. J'ai obtenu la plupart de mes entretiens selon la méthode du « snowball sampling » (Biernacki and Waldorf 1981, Noy 2008), permise par ma situation dans Charlevoix, habitant la région depuis six ans.

Sur le plan théorique, cet article veut dissiper la part d'ombre des résistances à l'ordonnancement global en s'inscrivant à la suite des études qui se sont attelées à relier le champ du monde ordinaire à celui des structures et des processus internationaux (Bleiker 2000, Guillaume 2011, Davies and Niemann 2015, Wilcox 2015) sous le prisme de l'« infra-politique » (Scott 1985, 1990, 2005). Il veut également proposer de nouvelles pistes de réflexion sur celui-ci, et sur le couple conceptuel qu'il forme avec les « classes subalternes ».

Je tâcherai de faire état d'abord des pressions exercées par le G7 sur la population charlevoisienne, puis des résistances politiques et des réactions civiles que j'ai pues répertorier. J'expliquerai ensuite en quoi ces dernières relèvent de l'infra-politique, et comment la « subalternité conjoncturelle » des Charlevoisiens au contact du G7 se superposent à leur « subalternité structurelle » (ce que j'appelle les temporalités de la subalternité). J'expliciterai enfin la dualité des rapports structurels et conjoncturels entre classes subalternes et classes dirigeantes locales dans Charlevoix.

² Un entretien diachronique est un entretien en deux temps, *ex ante* et *ex post*. Il apporte une vision globale et processuelle de l'évènement, et restitue la temporalité (dynamique) vécue par les Charlevoisiens. Les entretiens *ex post* ont été réalisés entre le 16 avril et le 29 mai, les entretiens *ex post* entre le 19 juin et le 7 juillet.

³ Les entretiens uniques se sont déroulés entre le 2 mai et le 25 juillet. Le nom des personnes interviewés a été modifié pour garantir leur anonymat.

Charlevoix à l'heure du sommet : pouvoir et pressions

Pour peindre un rapide tableau de Charlevoix à l'heure du G7, rappelons la traditionnelle division concentrique et chromatique (King 2004, Figure 1). La zone « rouge », zone de sécurité maximale, entoure le lieu de réunion des dignitaires. Pour y pénétrer, toute personne doit disposer d'une accréditation et se plier à des fouilles successives. La zone verte est une « zone de circulation restreinte ». Impossible de franchir les points de contrôle sans accréditation et interrogations sommaires. Quant à la zone blanche, elle correspond à la « zone résidentielle » entourant la zone verte. Aucune accréditation est nécessaire, bien que la carte de résident délivrée par le bureau d'accréditation facilite la circulation aux abords des points de contrôle.



Figure 1. Le zonage officiel du G7 de Charlevoix

Soulignons aussi la présence policière massive, évaluée *a minima* à 8 000 policiers fédéraux et provinciaux (1 policier pour 5 habitants, sans compter les militaires). Il faut ajouter à cela les nombreuses entraves au respect de la vie privée, à la liberté de circulation, d'expression, et de réunion, que j'ai moi-même pues constater, pour conclure que la rencontre au sommet des représentants de ces sept démocraties libérales est conditionnée à la suspension des droits fondamentaux des habitants-hôtes.



Figure 2. Pamphlet laissé par le GIS aux habitants de la zone verte précisant les démarches à suivre pour l'accréditation

Il faut également mentionner les pressions psychologiques multiformes, qu'elles soient professionnelles, communautaires, ou familiales. Les témoignages que j'ai recueillis sont si nombreux qu'il serait vain d'en tirer une liste exhaustive. Citons, à titre d'exemple, les abus dont m'a fait part Mathieu, habitant de la zone verte, qui s'est fait demander par des agents de la Sûreté du Québec (SQ) à plusieurs reprises, et en toute illégalité, sa carte d'identité, ainsi que les motifs de son passage (Mathieu 20/06) ; une employée du Casino, située à quelques dizaines de mètres de l'entrée du Manoir, m'a avoué s'être autocensurée pour éviter des sanctions de la part de sa direction (Julie 26/06) ; et l'intimidation subie par une employée du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de la part de deux agents de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) qui l'ont interrogée, sur son lieu de travail, sur les motifs de sa présence à une réunion du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (REPAC), organisme moteur de la résistance publique contre le G7 (Sylvie 26/05).

Soulignons également l'utilisation pléthorique du lexique de l'intrusion et de la dépossession pour restituer le sentiment des Charlevoisiens : « dérangement », « inconfort », « mal à l'aise », « pas chez nous », « essoufflement »,

« intimidation », « occupation », « oppression », « envahissement », sentiment d'être « réquisitionné », « en otage », « prisonniers », « assiégés »...



Figure 3. Limite Est de la zone verte

Parler de « présence du pouvoir » serait insuffisant pour restituer la pression exercée par l'organisation du G7 sur la vie des Charlevoisiens. Je reprendrai l'image utilisée par Antoine pour qualifier cette présence et ce pouvoir d' « écrasant » : « Nous vivons comme un deux jours qui est sorti du temps. C'est comme... le monde qui est arrivé ici : 'BOUM'. [...] Parce que nous, on est tellement habitué à ce calme-là [...] et à un moment donné, t'arrives, t'entends des hélicoptères, des avions, tu vois de la police, tu te dis : 'ben voyons donc, c'est quoi cette mascarade, cette parade !'. Tu vois ça, c'est comme, étrange, tu sais. Tu vois que c'est disproportionné par rapport à nous, ça n'a aucun sens [...] c'est un décalage... c'est une autre réalité... c'est un autre monde... c'est ailleurs. Et ça arrive chez nous. C'est comme un géant qui serait arrivé. Il met un pied sur Charlevoix tout à coup » (Antoine 19/07).

Un inventaire des résistances charlevoisiennes au G7

J'ai dressé un rapide tableau de l'impact exercé par le sommet du G7 sur la vie des Charlevoisiens. Je vais maintenant me focaliser sur les réactions locales qu'il a générées. Celles-ci peuvent être rangées en deux grandes catégories : les résistances politiques et les réactions civiles.

Résistances politiques

Les résistances politiques sont de deux ordres : citoyennes ou militantes. Les premières sont de deux natures : individuelles ou collectives. Les résistances citoyennes individuelles renvoient à toutes les expressions publiques éparses, fragmentées, et le plus souvent spontanées, du désaccord des Charlevoisiens et Charlevoisiennes à l'encontre du G7. Elles investissent le domaine public par àcoups. Elles se découvrent à travers Mélanie et son amie, qui saisissent l'occasion de la venue de Justin Trudeau au barbecue communautaire du 23 mai pour distribuer des tracts promouvant « une justice sociale et écologique » (Mélanie 20/06). Elles ont par la suite interpellé le Premier Ministre sur le coût excessif de l'évènement, au moment où de nombreux Charlevoisiens étaient privés d'assurance-emploi. Elles se découvrent lorsque Guillaume, habitant de La Malbaie et enseignant au secondaire, décide de manifester dans la zone de libre expression le samedi 9 juin, seul, avec sa pancarte. Elles se manifestent également sur les réseaux sociaux via Julie, qui relaie des posts sur Facebook, tournant Trump et le G7 en ridicule, ou via Raphaëlle, qui publie sur sa page personnelle une photo de la marche tenue le dimanche 3 juin.

Il n'est pas inutile de mentionner également certaines résistances non advenues, car elles nous en disent beaucoup sur leur vulnérabilité. Pensons à Dylan, et à son groupe de musique du Centre d'études collégial de Charlevoix, qui saisirent l'opportunité du « CEGEP en spectacle » pour chanter une chanson anti-G7. Le Manoir Richelieu, hôte de la soirée et du G7, y mit son veto (Témoignage *in vivo* 30/11).

La seconde forme d'action citoyenne est collective, organisée et momentanée. Mais par les liens nouvellement établis, elle ouvre une possibilité de contacts prolongés et continus. Elle repose sur un soubassement militant le plus souvent officieux, discret et faiblement structuré, qu'il soit d'envergure locale, provinciale ou nationale. C'est le cas du groupe caché sur Facebook réunissant une vingtaine de Charlevoisiens opposés au G7, « le G7 chez nous », aussitôt fermé la fin du G7 (Sarah 28/06).

En tant que citoyen et habitant de Charlevoix, j'ai invité Francis Dupuis-Déri, spécialiste des mouvements sociaux, à donner une conférence d'information sur le G7 à Baie-Saint-Paul. Celle-ci s'est tenue le 12 février 2018 à la Bibliothèque René-Richard. Une trentaine de personnes assiste à la présentation. Précisons qu'il est intervenu dans l'après-midi au Centre d'études Collégial de La Malbaie dans le cadre du cours sur l'altermondialisme donné par Jessica Crossan. Ses interventions ont apporté un éclairage sur le rôle du G7 dans la constitution de l'ordre international néo-libéral, et sur la mise en contexte historique des résistances, des contre-sommets à l'altermondialisme. Y était mis à disposition le journal, des tracts, ainsi que des macarons anti-G7 du Réseau de Résistance Anti-G7 (RRAG7), une initiative de la Convergence des luttes anti-capitalistes, basée à Montréal.

Dernier exemple : l'initiative du Conseil des Canadiens, basé à Toronto. Grâce à des intermédiaires du monde associatif local, qui les ont aidés à titre personnel,

il est parvenu à déployer le vendredi 8 juin, sur le terrain d'un agriculteur de Saint-Agnès, un logo anti-G7 de 50 mètres de large. L'action était symbolique, le but étant de prendre une photographie aérienne, et de la diffuser dans les médias.



Figure 4. Photo prise par le Conseil des Canadiens, publiée dans le journal local, « Le Charlevoisien »



Figure 5. Première de couverture du journal du RRAG7, avec le Manoir Richelieu en arrière-plan

La principale action collective militante est la manifestation du 3 juin 2018, organisée par le REPAC. Ayant contacté initialement l'association étudiante du CECC de Charlevoix et la Maison des jeunes, il s'est finalement appuyé sur le Centre-Femmes aux Plurielles.



Figure 6. Tract distribué par le REPAC lors de la réunion du 15 mai 2018, à l'Auberge de jeunesse de La Malbaie

La deuxième étape fut la tenue d'une réunion le 15 mai à l'Auberge de jeunesse de La Malbaie. Elle a réuni une quarantaine de personnes, avec une majorité de femmes. La 1ère partie fut essentiellement informative et descriptive, l'objectif étant de « mieux comprendre le G7 », de « s'organiser pour la mobilisation à venir » et d'« amener un contre-discours » (Témoignages *in vivo* 15/05). Le lexique était anti-capitaliste, anti-raciste, écologique et égalitaire. Le tract du RRAG7 fut distribué au début de la rencontre, ainsi que des badges anti-G7. La deuxième partie annonçait les mobilisations à venir à Québec, et voulait prendre le pouls de la population sur son intérêt à mener une action dans Charlevoix. L'idée d'une « chaîne humaine » fut avancée « pour ne pas allumer la mèche ».

La manifestation a été fixée au dimanche 3 juin, le dernier jour avant que la région soit placée au niveau maximal de sécurité. Quarante-huit personnes ont défilé du quai Casgrain à la zone de libre expression, dont environ ¾ de Charlevoisiens, contre ¼ de membres du REPAC, venant de la grande région de Québec pour l'occasion. Pour Sylvie, Charlevoisienne, l'important était d'être là, et d'aller dans la rue pour « occuper la place ».



Figure 7. Le cortège de manifestants du 3 juin 2018, longeant la route du Fleuve

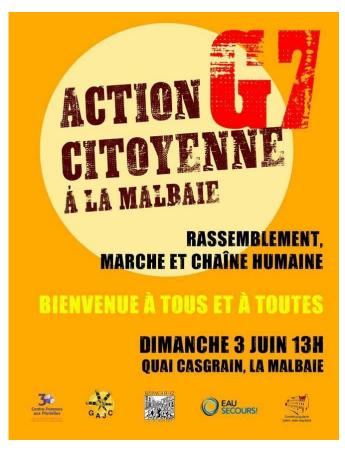
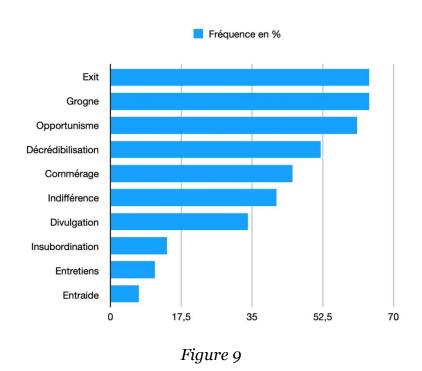


Figure 8. Affiche du REPAC annonçant la manifestation du 3 juin 2018

Réactions civiles

Je présenterai le répertoire de réactions des Charlevoisiens selon un mode de sérialisation mixte, articulant leur fréquence rapportée à chaque interview avant et après le sommet (Figure 9) avec le *degré de visibilité au pouvoir*, axé autour de la gradation latent/manifeste. La fréquence observée exprime une représentativité au-delà de notre échantillon, mais il est possible d'obtenir une classification plus pertinente en l'associant au critère de visibilité dans laquelle les modalités de réactions traduisent avant tout une modalité de *rapport* au « pouvoir dominant » (Gramsci 1978, Sharp et al. 2000). Précisons également que le décompte se fait par personne ayant rapportée les modalités de résistance, et non par modalités de résistance rapportées. Je ne prends donc pas en compte les doublons (2 mentions pour 1 personne interviewée = 1 comptabilisation), contrairement au calcul de la fréquence des résistances observées lors de chaque entretien. J'apporterai d'abord pour chacune de ces modalités une définition générique, que j'illustrerai par la suite à l'aide d'exemples.



J'ai essayé de respecter la proportionnalité de l'intensité de la présence du pouvoir dans la répartition géographique des personnes interviewées : de La Malbaie aux marges de Charlevoix (Petite-Rivière-Saint-François, 69 kms), en passant par Clermont (7 kms), Sainte-Agnès (14 kms), Notre-Dame-des-Monts (20 kms), Les Éboulements (30 kms), Saint-Siméon (33 kms), Baie-Saint-Paul (46 kms), formant une zone de force concentrique (Figure 10)

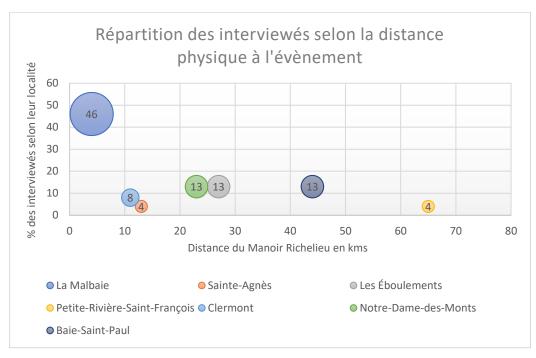


Figure 10

L'exit (Hirschman 2013) exprime un refus du contact avec l'ordre. Il traduit le pouvoir de ne pas subir le pouvoir dominant. Il est en cela une tactique développée en réaction à l'omniprésence du pouvoir et de la sécurisation des lieux.

Il y a ceux qui refusent d'aller aux rencontres de Justin Trudeau, ceux qui partent de la région, parce qu' « ils ne voulaient pas vivre ça », et ceux qui comptent la quitter, mais qui n'ont pas pu le faire pour des raisons financières, professionnelles ou familiales. Il y a ceux qui désertent les rues, ceux qui restent chez eux « confinés », ceux qui se rabattent sur les routes secondaires pour éviter le trafic ou les points de contrôles, et ceux qui préfèrent ne pas manifester, plutôt que de le faire dans la zone de libre expression. Nombreux sont encore les Charlevoisiens qui ont refusé de travailler malgré les opportunités et les avantages financiers. Des entrepreneurs indépendants qui devaient se soumettre au processus d'accréditation ou de dédommagement se sont désistés par économie de temps, d'énergie, ou simplement par méfiance.

Deuxième modalité infra-politique, la grogne renvoie à une atmosphère de mécontentement collectif sourd et généralisé. Elle prend le contre-pied de l'assentiment apparemment général de la population. Nombreux sont les Charlevoisiens qui sont se plaint des bouleversements et contraintes sur leur quotidien : présence policière, clôture, accréditation, surveillance électronique, accélération de la cadence ou augmentation du temps de travail, difficulté de circulation, etc.

Elle peut être passive et latente. Elle dirige son humeur contre le choix de l'emplacement ou celui de se rencontrer en personnes, dénonçant le coût

excessif de l'évènement, premier motif de la grogne. Elle cible le peu de retombées économiques factuelles, comme ces commerçants de la région qui se plaignent de la distribution massive de boîtes à lunch venant du château Frontenac (ville de Québec), et pointe du doigt le caractère répressif de l'évènement. Elle dénonce enfin tous les impacts négatifs sur leur vie quotidienne, prenant pour cible la présence policière, la construction de la clôture, la fermeture des écoles ou des garderies, et tous les aménagements de l'espace induits par la tenue du sommet. La grogne peut aussi être active et affichée, s'exprimant épisodiquement. Elle peut passer par la manifestation publique de son désaccord, comme ceux qui ont décidé de s'afficher avec le badge « anti-G7 », par la dénonciation de l'image véhiculée par les journalistes, par le mécontentement exprimé aux policiers ou aux employés du bureau d'accréditation.

Troisième modalité infra-politique des Charlevoisiens : l'opportunisme. L'objectif est de tirer le meilleur parti de l'évènement afin qu'il soit le plus bénéfique possible. Il contribue ainsi à tourner l'en soi (un évènement de politique internationale) en un pour soi (une aubaine). Les deux arguments mobilisés par l'organisation pour légitimer la tenue du G7 dans la région, soit les retombées économiques et symboliques, relayé et accepté par la majorité des Charlevoisiens, se retrouvent manipulés pour leur propre compte. Le complaisant se révèle donc bien plus tactique et instrumental qu'il n'y paraît.

Dominique y fait référence lorsqu'elle évoque le coût de l'évènement : « C'est sûr que 500 millions c'est cher [...]. Mais mieux vaut que ce soit nous autres qui ramassent les sous ! » (Dominique 18/04). Cette « manne » offre une occasion de faire une entrée d'argent substantielle pour les hôteliers, les entrepreneurs, certains employés, et même les policiers locaux. Au niveau symbolique, le G7 permet de « mettre Charlevoix sur la *map* » en offrant une publicité gratuite à la région. Le G7 est aussi vu comme une opportunité de revalorisation ou de transmission de nouvelles compétences pour les autorités ou les représentants locaux via les « sessions de pratiques » en matière de sécurisation, et l'établissement de « liens de communication » avec le palier provincial et fédéral (Préfet de la MRC-Est, 02/05). Opportunité également pour les travailleurs indépendants qui ont fait affaire avec l'organisation du G7, et qui leur a permis d'acquérir un savoir-faire en négociation.

L'opportunisme se manifeste également via des comportements de passagers clandestins, que l'on retrouve dans le processus de réaffectations des travailleurs, capables d'en faire moins par rapport à ce « qu'[ils] avaient à faire » (Julie 27/06), dans celui de compensation financière pour les commerçants, ou encore celui de négociation engagé par certains employés, qui, comme Julie, sont parvenus à obtenir des congés payés.

L'opportunisme se manifeste publiquement lorsque les Charlevoisiens se félicitent de l'amélioration des infrastructures locales, qu'il s'agisse du réseau cellulaire, internet ou routier. Au niveau communautaire, les denrées non utilisées par les cuisines du Manoir Richelieu ont été offertes au Service alimentaire et d'Aide budgétaire de Charlevoix-Est. Sur le plan privé, il permet à

un maraîcher de Saint-Agnès de tirer parti de l'action symbolique menée par le Conseil des Canadiens sur son terrain pour se voir offrir des toiles d'agriculture.

Quatrième résistance infra-politique : la décrédibilisation. Elle renvoie au pouvoir de dévaluer le pouvoir dominant. Il prend ainsi le contre-pied de la hauteur imposée par l'évènement. Elle se manifeste notamment par la feinte complaisance, alliant conformité apparente au pouvoir (respect des règles, discipline, ordre, qui parfois tend à l'obséquiosité) avec sa dévaluation de flanc.

Elle passe par la défiance et l'incrédulité des Charlevoisiens vis-à-vis de l'efficacité du G7 à s'attaquer efficacement aux points fixés à l'ordre du jour en seulement 48 heures. La défiance tourne en moguerie, palpable dans les propos de Sarah au sujet des séances d'information du GIS, faites pour convaincre la population avec « les beaux mots », mais qui s'avèrent en fait « n'importe quoi » (Sarah 15/05). La moquerie se couple avec la dérision quand elle vise à plaisanter, persifler ou ridiculiser le G7, directement ou indirectement, via les policiers, les dignitaires, les journalistes, les aménagements logistiques. En privé, nombreux sont les commentaires qui tournent en ridicule la rencontre au sommet, la qualifiant de « sortie de chalet » (Témoignage in vivo 04/02) ou d' « évènement mondain de jet setters » (Mathieu 29/05). La moquerie s'attaque à la disproportion des mesures de sécurisation, contrastant avec leur quotidien, tranquille et sans vague. À ce sujet, Emmanuelle considère, comme bien d'autres, la zone de libre expression comme un « enclos pour les bêtes » (Emmanuelle 14/05). Antoine, relatant son expérience de service au repas des conjoints, a fait part de l'absurdité du protocole aux organisateurs à travers ses nombreuses boutades, parce qu'il « trouvai[t] ça tellement ridicule » (Antoine 19/07). Citons également l'exemple d'un habitant de la zone verte qui, avant d'arriver chez lui, devait se soumettre au processus de vérification : le policier « ne savait pas où était la côte Bellevue alors qu'il me contrôlait dans la côte Bellevue! [...] Mais c'est parce qu'il vient d'Ottawa ou je ne sais pas où. [...] Hey, 'ça', ça a fait l'école de police de Nicolet, c'te monsieur là. Il ne sait pas dans quelle rue il patrouille! » (Mathieu 20/06).

En public, la dérision et l'humour sont utilisés comme pratiques de retournement et/ou d'inversion déguisée des rapports de force. C'est dans ce cadre qu'une Malbéenne saisit l'occasion d'un voxpop tenu par le *Journal de Québec* pour « faire des blagues » sur l'évènement : « Les autres étaient tous là ; 'on a peur, on a peur', et elle, elle dit ; 'je l'aime assez Donald Trump, il ressemble à mon mari qui vient de mourir, mais mon mari avait pas mal moins d'argent' [rires] » (Benjamin 14/05). C'est le cas également de Richard, qui interpelle un policier de la GRC attablé à côté de lui : « je lui dis : 'scusez, monsieur, j'espère que vous ne mangez pas ça à tous les jours !'. C'était de la poutine, j'ai dit : 'à la fin de la semaine, vos vestes anti-balles, elles ne vous feront plus !' [rires] » (Richard 05/07).

Cinquième modalité, le commérage est le pouvoir de transformer les manifestations du pouvoir dominant en une source de distraction. Il rentre dans la spectacularisation du G7 par les Charlevoisiens. Le sommet n'est plus une rencontre politique d'envergure internationale, ni un évènement hautement sécurisé, mais un objet de divertissement. Cette réappropriation quasi carnaveslesque prend ainsi le contre-pied de l'image solennelle du G7.

La curiosité est un élément essentiel du commérage. L'important est d'être là pour vivre une expérience hors du commun. Elle fait référence à ceux qui sont restés dans la région pour saisir l'occasion, qui ont flâné dans les rues de La Malbaie le 8 et le 9 juin, qui sont allés aux séances d'informations du GIS, au barbecue communautaire, ou encore jeter un coup œil à la zone de libre expression, aux barrières et autres points de contrôle disséminés un peu partout dans la région. Il exprime une sorte de présentéisme, d'assiduité excessive dans l'occupation de l'espace. L'intention n'est pas de s'informer, ni d'observer, mais de vivre la place et de sentir la fébrilité qui y règne à l'heure du G7. Le commentaire de Julie sur la visite de Justin Trudeau le 23 mai à La Malbaie en est un bon exemple :

Le fait qu'il y a eu beaucoup de monde qui sont allés voir Justin Trudeau, ce n'est pas par désir de le rencontrer, pis de se faire remercier de notre accueil, c'est juste pour aller sentir, pour aller voir, juste pour aller voir, qui est allé là, combien il y avait de monde, qu'est-ce qu'il a dit, à qui il a serré la main, qui a pris un *selfie* avec lui, tout le monde se connaît ici. C'est du « momérage »... des « voireux », ceux qui sont venus voir (Julie 26/05).

Le commérage tourne l'évènement politique et sécuritaire en un évènement spectaculaire et populaire, fait par et pour les habitants. Les cartes d'accréditations ou de résidents deviennent des souvenirs, « comme ceux qui ont gardé leur passeport d'expo 67 » (Édouard 04/05), tout comme les convois diplomatiques font penser à la « parade de la Saint-Jean » (Marie 19/06).

L'indifférence (Eliasoph 1998), sixième modalité infra-politique, qualifie le comportement de ceux qui n'accordent pas au G7 l'importance qu'il lui est dû. Il n'est pas une dévaluation, mais un démenti du caractère éminent de l'évènement. Elle est un déni performatif de pouvoir, qui perd instantanément de son autorité par cet acte de non-reconnaissance.

Elle se manifeste par des comportements qui expriment une distance à l'évènement, et montrent un effort pour maintenir le cours ordinaire de leur vie. Elle fait référence aux Charlevoisiens « désintéressés » ou qui « ne se sentent pas concernés » par le G7 (Raphaëlle 14/05), à ceux qui ne font « aucune différence » entre le cours événementiel ou ordinaire, comme cet habitant qui travaille dans la zone verte, déterminé à apporter son chien avec lui comme de coutume : « ils étaient surpris de voir mon chien [en parlant du policier à la zone verte] ; je m'en vais travailler à la boutique avec mon chien, genre : 'lui, il vient travailler avec vous ?' [...]. 'Oui, je travaille là-bas et oui, j'emmène mon chien avec moi.' » (Vincent 03/07).

Le contrôle apparemment total et hermétique de l'espace physique et symbolique des Charlevoisiens est émoussé par la divulgation, septième modalité infra-politique. Elle passe par la révélation et la diffusion de trois types d'informations : informations tactiques d'abord afin d'éviter toute sanction potentielle pour les locaux impliqués dans l'évènement, notamment sur le plan professionnel. Je pense à la note affichée sur le babillard du Casino, remarquée par une employée, rapportée et diffusée dans la salle de pause. Informations de relations publiques ensuite, qui viennent ainsi contraster avec l'image d'un G7 sans anicroche. Elles ternissent la réputation d'un sommet bien ordonné et harmonieux, quand elles ne flirtent pas avec la diffamation. Je pense notamment à ces femmes de chambre qui choisissent de médiatiser leur revendication à l'approche du G7, dénonçant le manque de travail, loin donc des promesses initiales (Desgagnés 2018). Il y a enfin ceux qui révèlent des informations stratégiques de sécurité nationale. Cette publicisation se rapporte notamment aux travaux et aménagements entrepris dans la zone rouge, aux lieux d'hébergement et de restauration supposés des dirigeants, aux différents protocoles de sécurité, aux écoutes numériques, etc. Impossible de comprendre la nature d'une telle divulgation sans prendre en compte l'espace social charlevoisien, tissé serré autour d'une culture orale : « ma voisine de chœur, elle, elle travaille au G7, et elle me disait : 'toute l'information qui arrive d'ailleurs passe par moi'. [...] Alors moi, je lui posais des questions des fois! Comme: 'c'est tu vrai que...?' » (Mélanie 20/06).

Les comportements, habitudes et réflexes communautaires fournissent la base de la huitième modalité de résistance des Charlevoisiens au G7 : l'entraide. Il agit ici comme un amortisseur social aux bouleversements de leur quotidien provoqués par la tenue du sommet. Il renvoie à la transmission d'informations sur le processus d'accréditation, sur l'état de la circulation et les raccourcis à prendre en cas de trafic ou de blocage, à l'assistance sociale de proximité lorsque certaines personnes proposent spontanément leur aide aux voisins, âgés pour la plupart, restés cloîtrés chez eux par peur, ou encore lorsque certains membres de la famille prennent le relais des parents, surchargés de travail pour l'occasion, afin de s'occuper des enfants.

Ces comportements d'entraide peuvent aussi prendre une tournure plus active et militante. C'est le cas de Lucile, habitante de La Malbaie, qui loge durant quelques jours le moine bouddhiste japonais Toyoshige Sekigushi, parti de Montréal à pied pour effectuer sa marche pour la paix. Elle a pris cette décision après l'avoir croisé par hasard sur le bas-côté de la route 138. Et elle ne fut pas la seule à exprimer une telle solidarité : « Un jour il est arrivé ici, son sac était tellement plein! Il avait des pommes, des bananes, de l'eau, les gens arrêtaient sur le bord de la route pour lui donner de la nourriture. Il est arrivé à moment donner avec un hamburger végé! ». Cela lui permettait même d'apaiser la tension mentale produite par l'évènement, s'apparentant ainsi à un « exit mental ». Le fait de l'héberger, de le nourrir, de le conduire à son point de chute et de venir le chercher à la fin de la journée « a sauvé ma santé mentale du G7. [...] [C]'était comme notre manière de manifester, parce que dans le fond, j'étais le support logistique de ce moine-là. [...]. Ce n'était pas nous autres qui étaient impliquées, mais on a comme fait le support dans l'ombre ». On peut d'ailleurs souligner la proximité médiate de cette manifestation infra-politique avec le

pouvoir, et de sa montée en visibilité, puisque soutenir une résistance ouverte, même pacifique, avait ses conséquences : « Quand je suis allé le chercher à l'entrée de Notre-Dame-des-Monts, je me suis fait suivre » par la police (Lucile 19/06).

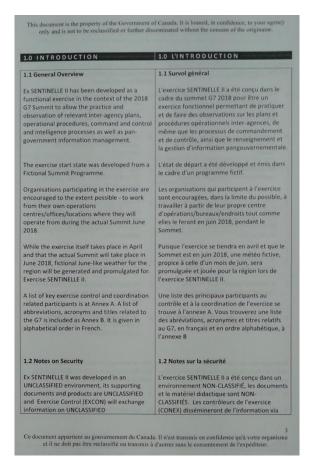


Figure 11. Instructions pour l'exercice Sentinelle II.

La neuvième modalité de résistance infra-politique s'est exprimée à mes dépens. Les entretiens ont été pour les Charlevoisiens interrogés une prise de parole indirecte et médiate, prenant le contre-pied de l'évènement qui s'est imposé à eux comme un fait accompli. Ils sont une occasion de prendre une parole qui leur a été refusée, et de montrer l'envers du décor.

L'entretien s'inscrit dans un éventail de résistances qui va du partage – « je suis content qu'il y ait quelqu'un qui voulait m'interviewer par rapport à ça, je ne savais pas que ça pouvait m'arriver, je pense que quand tu vis des affaires, c'est le fun d'en parler » (Vincent 03/07) – à la conscientisation : en réaction à la rumeur de surveillance numérique, Sylvie m'a avoué qu'elle trouvait « ça gros. Je trouve ça un petit peu épeurant. Pas que... je n'ai pas grand-chose à me reprocher. Mais juste le fait qu'on soit ensemble, tsé, je suis impliquée là ! » (Sylvie 26/05). Je me suis également rendu compte que j'étais un relais de leur

mécontentement et de la circulation de l'information entre Charlevoisiens, que ce soit à l'intérieur ou au-delà des limites de la communauté, et de publicisation d'informations sensibles (Figure 11).

Dernière modalité, l'insubordination est pour les Charlevoisiens un moyen d'exprimer ouvertement leur désaccord avec le ré-ordonnancement de leur quotidien. Au niveau professionnel, cela peut prendre la forme de la désobéissance, à la manière des employés du Casino ou du Manoir qui refusaient d'effectuer les tâches attribuées, du concierge de l'Hôtel de Ville qui a jeté la boîte de sondage déposée sur le comptoir d'accueil par le GIS, de ce fromager charlevoisien qui envoya paître un inspecteur venu vérifier la qualité de ses produits pour les utiliser lors des réceptions du G7. Sur le plan civil, l'insubordination renvoie à la non-coopération lors de contrôles routiers, au ras le bol, voire à l'hostilité, exprimé par les habitants à l'encontre du GIS à cause d'une présence jugée trop envahissante, ou au non-respect des consignes lors de la manifestation du 3 juin (utilisation de la route).

Réactions civiles ou résistances infra-politiques ?

Les réactions civiles des Charlevoisiens et Charlevoisiennes doivent être considérées comme des résistances infra-politiques, et non comme de simples adaptations à la perturbation de leur vie quotidienne par le G7. Je tâcherai d'appuyer cette thèse sur une démonstration par la preuve, d'abord théorique, puis empirique.

À suivre Michel Foucault, dès qu'il y a rapport de pouvoir, et plus encore intensification de ce rapport dans un espace subordonné, il y a résistance (Foucault 1976 : 126, Haynes et Prakash 1992). Ce pouvoir est dominant dans la mesure où il renvoie à des « processus continus et ininterrompus qui soumettent nos corps, gouvernent nos gestes, dictent nos comportements » (Foucault 1980 : 97). Une cinquantaine d'années avant lui, Antonio Gramsci posait le même constat en refusant de penser les classes subalternes selon un « fatalisme passif et assuré » (Gramsci 1983 : 374) : mêmes dominées, elles manifestent toujours une résistance active.

Foucault franchit un palier supplémentaire en relevant leur multidimensionnalité. Selon lui, il n'existe pas « *un* lieu du Grand Refus », mais « *des* résistances qui sont des cas d'espèces : possibles, nécessaires, improbables, spontanées, sauvages, solitaires, concertées, rampantes, violentes, irréconciliables, promptes à la transaction, intéressées, ou sacrificielles » (Foucault 1976 : 126-127). Les réactions civiles des Charlevoisiens rentrent pour moi dans ces cas d'espèces.

Les premières impressions n'abondent pourtant pas dans ce sens, puisque le contact du G7 avec la population charlevoisienne ne montre *a priori* aucun rapport de classe, et que nous mettons au jour des réactions conjoncturelles et exceptionnelles, et non structurelles et ordinaires, comme la fait James C. Scott, père de l'infra-politique.

Scott a développé ce concept en étudiant l'impact du développement du capitalisme d'État sur les paysans mélanésiens. Après une observation minutieuse de leurs pratiques quotidiennes, il s'est rendu compte que la perte de leur moyen de production allait de pair avec l'éclosion de nouvelles formes de résistance de classe. Sont inclus dans cette appellation « tous les actes des membres d'une classe subordonnée qui ont l'intention d'atténuer ou de refuser des revendications (par exemple, loyers, taxes, prestige) faites sur cette classe par une classe supérieure ou d'avancer ses propres revendications (par exemple, travail, terre, charité, respect) vis-à-vis de ces classes supérieures » (Scott 1985 : 290). L'infra-politique est selon lui le propre des classes subalternes. Il faut donc revenir à Gramsci, pionnier en la matière, auquel Scott s'inspire directement, pour comprendre ce qu'elles sont. Deux caractéristiques essentielles sont à retenir : l'omniprésence et l'arbitraire du pouvoir, et la non-politisation apparente de ces classes.

À regarder de prime abord la situation des Charlevoisiens, pendant et à l'approche du G7, les ressemblances avec celle des paysans mélanésiens sont frappantes. Tout en gardant en tête le lexique de la dépossession, et la réalité du G7 en tant que pouvoir « écrasant », citons Emmanuelle, pour qui les dignitaires « décident de venir ici, mais il ne nous demande pas notre avis » (Emmanuelle 14/05). La deuxième caractéristique se décèle dans les mots de Dominique, Charlevoisienne « de souche », qui pense personnellement que les habitants de La Malbaie ne voient pas le G7 « politiquement », mais plutôt « comme de la visite » (Dominique, 18/04). Cet avis semble être confirmé par nos entretiens : si plus de 70% des Charlevoisiens interviewées sont conscients de sa nature politique, une proportion identique le considère avant tout comme un évènement économique et symbolique.

À ces deux soubassements de l'infra-politique subalterne, s'ajoute trois piliers. Dans le Cahier 25, Gramsci soutient que l'« histoire des groupes sociaux subalternes est nécessairement fragmentée et épisodique », mais qu'il « est hors de doute que, dans l'activité historique de ces groupes, il y a une tendance à l'unification, fût-ce à des niveaux provisoires » (Gramsci 1991 : 311 et 309). L'intérêt est d'observer cette unification s'opérer simultanément et spontanément, en dehors de tout effort de coordination et d'organisation. Elle est ainsi le fruit des circonstances. L'unité de ces classes dans la résistance est à l'image de leur contiguïté au pouvoir, autant chronique qu'événementielle.

Les Charlevoisiens montrent toutes les caractéristiques de la fragmentation. La géologie de la région (Charlevoix est un astroblème) a produit une société isolée et « un peu insulaire » (Édouard 04/05). Socialement, ses habitants la qualifient de « clanique », composée de familles aux liens « tissés serrés » (Sylvie 26/05), fonctionnant comme des « petites cliques » (Laure 15/05), des mondes fermés qui n'intègrent que partiellement les non-natifs, qu'ils soient « rapportés de paroisse » (vivant dans une localité de Charlevoix autre que celle dans laquelle ils sont nés), ou « étranges » (nés à l'extérieur de la région) (Emmanuelle, 14/05).

Les résistances des Charlevoisiens sont pour l'essentiel non-coordonnées, mais simultanées. Elles montrent une tendance à l'unification, s'opposant en bloc à la présence écrasante du pouvoir, même si elles s'expriment de manière fragmentée et non-organisée. A titre évocateur, citons la non-concertation des organismes communautaires de la région dans leur mobilisation contre le G7, et la participation parallèle et spontanée de certains de leur membre aux actions menées par le Centre-Femmes aux plurielles. Mais, derrière leur morcellement apparent, toutes ces résistances sont en fait des novas interreliées. L'exit se couple avec l'opportunisme, l'indifférence avec le commérage, le commérage avec la décrédibilisation et la grogne, la grogne avec l'insubordination et l'exit, l'exit et l'opportunisme avec l'entraide...

Ceci nous amène à notre deuxième caractéristique. Ces nouvelles résistances sont éminemment réactives, passives, ou « défensives » comme les qualifie Gramsci, parce que les « groupes subalternes subissent toujours l'initiative des groupes dominants même quand ils se rebellent et se soulèvent » (Gramsci 1991 : 311). Elles se manifestent chez une population subalterne, dominée culturellement surtout, mais aussi économiquement et politiquement. Elles sont une réponse au rapport asymétrique de pouvoir, une alternative à la résistance ouverte et affichée qui, en plus d'exposer ses détracteurs à la répression, n'aurait qu'une efficacité limitée. Dire que les résistances infra-politiques sont des réactions est pour Scott un pléonasme, car la riposte des subalternes est toujours défensive. C'est le cas des Charlevoisiens, et de leurs répliques à l'intrusion du G7 dans leur espace.

Derrière l'apparent consentement, résignation ou déférence de ces groupes, il est possible d'identifier des formes de résistances beaucoup plus subtiles, ordinaires et continues. Citant Ruggero Bonghi, Gramsci nous en donne un exemple dans son deuxième cahier sous la forme d'une anecdote : « Un gondolier vénitien faisait de grandes révérences à un patricien et de petits saluts aux églises. Un patricien lui demanda pourquoi il agissait ainsi, et le gondolier répondre : 'Parce qu'on ne se moque pas des saints' » (Gramsci 1996 : 153). C'est ce que Scott appelle la « petite tradition », qui se situe en deçà des résistances publiques et collectives, rares ou inaccoutumées pour les groupes subalternes. En se penchant sur les petites résistances (boycotts, grèves déguisées, vols, désertions, sabotages, incendies, etc.), Scott s'est rendu compte qu'elles contribuaient, à leur manière et à leur mesure, à altérer le rapport de force. Pour lui, elles correspondent à des « formes de résistances qui reflètent les conditions et les contraintes qui les produisent » (Scott 2005 : 393). Toutes les réactions civiles des Charlevoisiens possèdent ce caractère feutré, sourd et latent des résistances infra-politiques. Ce point pose la question de la conscience. Marx est à ce sujet catégorique : il ne peut v avoir de classe, et de lutte de classes, sans conscience de classe. Gramsci prend son contrepied en montrant comment les subalternes forment une classe à travers leurs résistances spontanées (Gramsci 1996 : 295).

Les temporalités de la subalternité

A suivre les thèses de Foucault, Gramsci et Scott, les réactions civiles apparemment apolitiques et épiphénomènales des Charlevoisiens au G7 rentrent dans le registre des résistances infra-politiques. Mais pour nous en convaincre, encore faut-il montrer comment ils sont, de fait, des subalternes.

Il me paraît important de distinguer deux paliers de subalternité, que ni Gramsci, ni Scott n'ont relevées. Dépendamment de la focale temporelle adoptée, se révèle deux formes de subalternité, conjoncturelle et structurelle. Pour ce qui est de la première, je rappelle la présence « écrasante » du G7. Tous les Charlevoisiens, et une partie des Québécois qui subissent physiquement (et symboliquement) cette présence de la classe dirigeante mondiale (du Saguenay (base militaire de Bagotville) à la ville de Québec (centre des médias) en passant par le Kamouraska (base militaire américaine), avec Charlevoix comme épicentre), intègrent de fait, instantanément, indépendamment de leur rapport usuel au pouvoir, et proportionnellement à l'intensité de la pression exercée par le G7, les rangs des classes subalternes.

Je partage ainsi entièrement les réflexions de André Drainville, qui soutient à la suite de Gramsci et de Foucault (1976 : 135), que « l'économie mondiale est partout où les forces sociales rencontrent l'ordonnancement du monde » (Drainville 2012 : 13). Il souligne en cela l'aspect situationnel de la subalternité, non seulement comme expérience vécue (Polletta 1999), mais aussi comme pratique spatiale répondant au développement du capitalisme mondial (Juris et Khasnabish 2013). La subalternité passe par les réductions que subissent et reproduisent les groupes sociaux absorbés dans le champ stratégique des relations de pouvoir.

Ces réductions se manifestent chez les Charlevoisiens à travers l'assentiment qu'ils témoignent envers la tenue du G7. 72% des personnes interrogées étaient persuadées que le sommet allait générer des retombées économiques et symboliques dans la région. Pour y avoir vécu, et pour l'avoir parcouru d'Ouest en Est, je peux vous dire que cette vision fait presque l'unanimité. Mais comment expliquer une telle adhésion ?

A y regarder de plus près, cet argument est un des éléments de l'arsenal rhétorique utilisé par les autorités fédérales, relayé par la presse, pour légitimer le G7. De manière collatérale, il donne aux Charlevoisiens une image clé-enmain des idées et conduites collectives à adopter. Après avoir réalisé une rapide analyse de discours des médias locaux et provinciaux les plus populaires de la région, qu'ils soient radiophoniques (CIHO, CHOI-Radio X), télévisuels (TVCO, LCN) ou papiers (*Le Charlevoisien, Le Journal de Québec*), depuis le 1^{er} mars 2018, j'ai retenu trois arguments qui font autorité : la population charlevoisienne est « accueillante » (nous verrons plus loin comment il s'appuie sur leur subalternité structurelle au tourisme), « inclue » dans l'évènement, « craintive » d'un éventuel « grabuge », mais rassurée par la présence policière massive, présentée comme un mal nécessaire.

Ces éléments de discours participent à la production du consentement. À écouter Paul Ricœur, « là où il y a du pouvoir, il y a une revendication de légitimité. Et là où il y a revendication de légitimité, il y a recours à la rhétorique du discours public dans un but de persuasion » (Ricœur 1984 : 57). Dans le cadre du G7, le discours officiel a autant contribué à l'adhésion a priori des Charlevoisiens qu'il a influencé leurs actions durant le sommet : « N'importe quel Charlevoisien ne s'embarre pas les pieds là-dedans, s'exclame Dominique. Il n'y'avait pas un chat dans les rues, ça n'avait pas de bon sang! C'était... une ville fantôme à La Malbaie! Ça ne se peut pas! Je pense qu'ils ont fait peur au monde, c'est incroyable. [...] Je pense que les journalistes en ont mis pas mal et le monde est resté chez eux. » (Dominique 20/06).

Le constat d'une subalternité conjoncturelle nous oblige à proposer de nouveaux jalons théoriques pour comprendre les « classes subalternes ». À travers la classe paysanne mélanésienne de « Sedaka », l'intention de Scott était moins de parler d'une classe vivant dans la périphérie de l'économie-monde, victime de la dépossession de ses moyens de production, que de l'ensemble de la classe populaire opprimée par les nouvelles contraintes du pouvoir, sans cesse renouvelées. D'où ses références nombreuses à Michel Foucault, E.P. Thompson, George Rudé, Éric Hobsbawm plutôt qu'à Karl Marx, à la classe ouvrière (Richard C. Cobb) et paysanne française (via Balzac, Zola, Bloch) ou africaine (via Jean Duvignaud, Goran Hyden), aux esclaves afro-américains (via Armstead L. Robinson), aux pays d'Europe de l'Est sous domination soviétique (via Vaclav Havel, Witwold Gombrowicz), en passant par les désertions des soldats de l'armée mexicaine en 1914, russe en 1917, chinoise en 1948...

Scott s'inscrit dans la tradition gramscienne qui fait de la domination subie le plus grand dénominateur commun des subalternes, tout en prenant en compte les différentes figures du dominé, les différentes formes de domination, et les nombreuses manières de s'y déprendre. L'accent est posé sur les luttes contre l'*appropriation* du travail, de la production, de la propriété, de la richesse, de l'espace, quand ce n'est pas tout simplement les besoins matériels essentiels à la survie qui sont en jeu (Scott 1985 : 291-6). Scott, tout comme Gramsci, ne pense pas en termes de lutte des classes, mais de lutte des opprimés.

Tout comme les résistances des paysans de « Sedaka » seraient incompréhensibles sans la prise en compte des bouleversements induits par la Révolution verte et son application dans les rizières, champs de frictions et de frottements entre groupes dominé et dominant, les résistances des Charlevoisiens au G7 ne seraient comprises qu'à moitié si l'on ne restitue pas leur subalternité dans la longue durée (Braudel 1958).

Constituée en seigneurie en 1627, la région de La Malbaie est négligée par ses propriétaires, du fait de son éloignement de Québec et de son inaccessibilité. Finalement intégrée au Domaine d'Occident du Roi de France en 1724, elle est dévolue à l'approvisionnement des postes de traite de la région en aliments de toute sorte (Dubé 1986 : 17-23). Il faut attendre la conquête anglaise en 1763, et

la concession de la seigneurie par la couronne britannique à deux officiers Highlanders, John Nairne et Malcom Fraser, pour que la région s'engage dans la voie du développement (Blanchard 1935). Le second entreprend la construction d'une route pour relier la région à la ville de Québec. Elle ne sera achevée qu'au début du XIX^e siècle, en même temps que la voie ferroviaire, sous l'impulsion du nouvel homme fort de la région, Sir Rodolphe Forget, riche financier de Montréal, et député de Charlevoix à la chambre des Communes.

Au début du XX^e siècle, l'économie de la région, traditionnellement rurale, mélangeant agriculture d'auto-subsistance et commerce local, s'industrialise autour de la foresterie. Une usine de pâte et papier s'installe à Clermont, mais le déclin continue de la demande depuis 1999, accentué par la contraction de la crise de 2008, rend l'avenir de l'usine incertain, qui multiplie les arrêts de production depuis 2012.

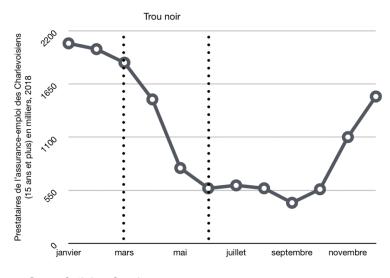
La subalternité économique structurelle de Charlevoix s'est accentuée depuis un siècle et demi, via sa dépendance au tourisme. Son histoire avec la villégiature remonte à la première moitié du XIX^e siècle, mais elle prend une nouvelle tournure en 1899, lorsque les navires de croisières luxueux, connus encore aujourd'hui par les Malbéens sous le nom de « bateaux blancs », s'arrêtent au quai de Pointe-au-Pic. Les voyageurs y débarquent pour quelques jours, et logent dans le Manoir que la *Richelieu & Ontario Navigation Company* vient de construire. Il accueille de nombreux hôtes de renoms, dont le président William H. Taft, Charlie Chaplin, le duc de Kent, le roi de Siam, etc.

Les « bateaux blancs » exercent une telle force d'attraction que les environs de La Malbaie deviennent un lieu de villégiature prisé par les riches estivants du Nord-Est américain. C'est ce que Philippe Dubé appelle la tradition du « pays visité » (Dubé 1986 : 1). Cet afflux de visiteurs fait vivre les Charlevoisiens, qui louent leur service pour l'occasion. Pour comprendre l'ampleur de la présence de ces saisonniers, James Macpherson Lemoine disait d'eux en 1872 qu'ils « paraissent presque prendre possession de La Malbaie » (Macpherson Lemoine 1872 : 358). L'historien Charlevoisien Serge Gauthier donne une autre dimension à cette métaphore en parlant de « la culture de l'autre » (2002), en faisant référence à la fascination exercée par les riches estivants anglophones sur les Charlevoisiens, fascination qui se transforme en respect, quand ce n'est pas en déférence.

Actuellement, l'hébergement, la restauration et le commerce de détail représentent à eux seuls 52% des emplois de la région (Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec 2010 : 26). Cette « culture du travail saisonnier » trouve une expression paroxystique dans les projets de grande envergure comme celui du Manoir Richelieu, du Massif de Charlevoix, et nouvellement du Club Med, ce que Serge Gauthier appelle l' « économie du veau d'or » (Gauthier 2016).

Dernière remarque à propos de la subalternité économique de la région : le « trou noir ». C'est le nom donné par les Charlevoisiens à la période d'absence de revenus entre la fin des prestations de l'assurance-emploi et la reprise du

travail. Le nombre de semaines à l'assurance-emploi est calculé selon le nombre d'heures travaillées et le taux de chômage de sa région. Charlevoix est rattachée au secteur 19, avec Capitale-Nationale (grande région de la ville de Québec). L'impact de cet amalgame est énorme pour les Charlevoisiens. Pour se faire une idée rapide, le taux de chômage de la Capitale-Nationale est de 4,6%, alors que celui de Charlevoix est de 11,2%. En 2017, environ 2 000 Charlevoisiens ont été directement touchés par le trou noir (Tremblay 2017), qui peut parfois durer jusqu'à 15 semaines (Figure 12).



Source: Statistique Canada

Figure 12. Illustration graphique du trou noir de l'assurance-emploi dans Charlevoix

Pour ce qui est de la subalternité politique structurelle de la région, mentionnons simplement le référendum de 1995 sur l'accession du Québec à la souveraineté (le « Oui » obtenant 56,6%, contre 49,4% au Québec), l'assimilation du comté de Charlevoix au niveau provincial, lors de la réforme de la carte électorale en 2012, avec la région Est de la ville de Québec (Côte-de-Beaupré et Île d'Orléans), et au niveau fédéral dans la circonscription de la Capitale-Nationale, qui dilue les voix des Charlevoisiens dans celle de la ville de Québec (Figure 13).

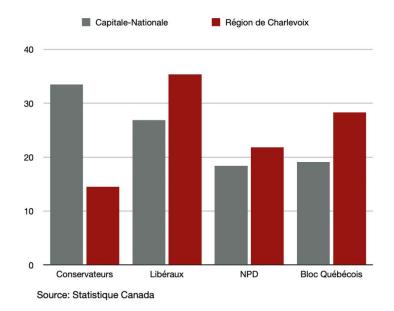


Figure 13. Résultats des élections fédérales de 2015 dans la circonscription de Capitale-Nationale et dans la région de Charlevoix

Classes dirigeantes, classes subalternes

A partir de l'exemple charlevoisien, j'aimerai maintenant mettre en lumière la dualité du rapport dialectique entre classes subalternes et classes dirigeantes. Est dirigeante pour Gramsci la classe rendue maître de l'appareil d'État, unie à travers lui, et assurée de son hégémonie tant et aussi longtemps qu'elle parvient à lier organiquement « société politique » et « société civile » (Gramsci 1991 : 325). Elle domine les classes subalternes de l'extérieur.

Mais Gramsci nous propose dans son troisième cahier une piste de lecture prometteuse. Il y fait mention d'une « classe évoluée » en charge de la « direction consciente » des classes subalternes contre la classe dirigeante (Gramsci 1996 : 295). A la différence des premières, celle-ci fait partie intégrante des classes subalternes. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle peut être organiquement son fer de lance.

En relevant cette nuance, Gramsci révèle l'existence de deux classes dirigeantes, et donc de deux types de rapports entre classe dirigeante et classes subalternes : un rapport extérieur d'aliénation, et un rapport interne de subjectivation. Si, pour Gramsci, le second est porteur d'un élan révolutionnaire dans la formation d'une conscience historique et politique de soi (Liguori 2016 : 425), il est également vecteur de subalternité dans le cas où la culture de l'avant-garde subalterne est extérieure à celle des classes marginales. Ces dernières seraient dans ce cas doublement subalternes, d'abord vis-à-vis de la classe dirigeant la société politique, ensuite vis-à-vis de la classe dirigeant la société civile. Seule la forme du pouvoir hégémonique change, conservatrice pour l'une, subversive pour l'autre.

Nous avons montré plus haut comment la subalternité des Charlevoisiens s'inscrit dans la longue durée. Si les thèses de Gramsci et de Scott sont exactes, nous devrions alors identifier chez les Charlevoisiens les traces structurelles d'une « petite tradition ».

Avant de faire la lumière sur son éventuelle présence, il est important de relever les deux figures convenues de la classe dirigeante locale, dépendamment de la nature de son pouvoir, économique pour l'une, politique pour l'autre. Ces figures sont celle du *villégiateur* et du *seigneur*. La vision et les comportements des Charlevoisiens envers ces deux types de classe dirigeante sont radicalement différents, tout comme leur infra-politique. Ils considèrent le premier comme celui « qui donne », et le second comme celui « qui prend ». Ils entretiennent un rapport conjoncturel d'opportunisme avec le premier, générateur d'un revenu d'appoint, et un rapport structurel de défiance, voire de mépris, envers le second, qui ponctionne revenus et ressources (entrevue avec Serge Gauthier, vendredi 25/10/2019).

Les principales modalités infra-politiques structurelles des Charlevoisiens vis-àvis du pouvoir économique sont l'opportunisme et la décrédibilisation. Pour illustrer la première, pensons aux Charlevoisiens qui ont démonté les cloisons des maisons de villégiateurs pour les utiliser comme bois de chauffage durant l'hiver, ou ceux qui ont profité de la fermeture imminente de l'usine de pâte-et-papier Donohue pour voler outils, tapis, et panneaux (entrevue avec Serge Gauthier, 25/10/2019). La seconde trouve une illustration à travers William H. Taft, ancien président américain et nouveau juge à la Cour suprême, que les Malbéens gratifiaient ironiquement du quolibet de « Petit Juge », en référence à son imposant tour de taille (Dubé 1986 : 127).

En ce qui concerne celles visant le pouvoir politique, mentionnons l'exit fiscal, à travers leur refus caractérisé de payer la rente seigneuriale. De nos jours, une telle soustraction au pouvoir juridico-administratif passe par l'importance de l'économie souterraine. Il n'est pas rare que les services se paient toujours entre Charlevoisiens « en billets du dominion ». Citons encore l'opportunisme, à travers le braconnage, ou les déclarations mensongères en vue de toucher les allocations familiales, et l'insubordination, comme ce fut le cas en 1797, lorsque Joseph Villeneuve lance vertement à son seigneur Thomas Nairne : « Va-t'en à ton pays de Londres » (cité dans Lalancette 2011 : 10). Je peux également évoquer l'épisode de la conscription de 1813. Comme le G7, ce fut pour les Charlevoisiens un évènement de haute pression, générant en aval son lot de résistances infra-politiques. Parmi elles, on y retrouve la grogne, le commérage (murmures, rumeurs), la décrédibilisation (moquerie, insultes) et l'insubordination (intimidation) envers les capitaines de milice, la divulgation (dénonciations privées et publiques), et l'exit militaire, via les nombreux exemptés, réfractaires et déserteurs, le tout atteignant son paroxysme avec la révolte anticonscription de mars-avril 1813 à La Malbaie et aux Éboulements (Lalancette 2014 et 2019).

Ces quelques exemples nous permettent d'abord de situer les résistances infrapolitiques observées lors du G7 dans le temps long. Grâce à ce recul historique, il est possible de les considérer comme un moment de leur « petite tradition », et de relever à travers elles les occurrences dans les modalités utilisées. Je pense que l'usage récurrent de l'opportunisme nous en dit beaucoup sur la pauvreté structurelle, vécue et conscientisée par les Charlevoisiens, prêts à saisir l'argent quand il vient (tourisme), ou tâchant d'éviter les multiples occasions de le perdre (taxes).

On ne comprendrait que partiellement les résistances et la subalternité conjoncturelles au G7 si nous évacuions les résistances et la subalternité structurelles des Charlevoisiens. Ces dernières nous permettre de comprendre pourquoi ils considèrent le G7 comme de la « visite » et comme « manne », et les sept dirigeants comme des villégiateurs de prestige. Ce n'est qu'après avoir vécu le sommet, après avoir subi la présence policière massive, et après plusieurs mois de recul que l'idéologie produite à cette occasion perd de son autorité. Un an et demi après les interviews, le regard de Dominique sur le G7 tranche avec sa première impression : « Après nos heures de gloire, on nous oublie très vite, et les promesses qui ne viennent pas... » (Dominique 20/10/2019).

Je tiens maintenant à montrer, à travers l'exemple charlevoisien, et la distinction subjective qui fait autorité dans la région entre Charlevoisiens « pures laine » et « étranges », comment les classes dirigeantes subalternes, à l'inverse de l'interprétation gramscienne, entretiennent un rapport de pouvoir avec les classes marginales sous couvert de leur travail de conscientisation.

La première distinction fait référence à l'image dépréciative produite et reproduite par les Charlevoisiens de souche envers les Charlevoisiens d'adoption, qui se voient eux-mêmes, dans ce jeu de miroir, comme des « immigrés » (Dominique 18/04). Cette distinction nous en dit beaucoup sur la composition de la population charlevoisienne, bien loin de l'homogénéité du village de « Sedaka » (Scott 1985 : 86-110), et sur l'existence d'une infrapolitique axiologique qui rééquilibre, à l'interne et dans le quotidien, les rapports de pouvoir structurés autour de la culture, et non selon la place occupée dans le mode de production.

Nous retrouvons chez les Charlevoisiens « pures laine » les valeurs culturelles de la classe laborieuse, organisés autour de la famille et de la localité (terroir, paroisse, ou quartier), valorisant le travail manuel et productif, l'adversité, le respect, l'entraide, l'honnêteté, l'amitié, l'accueil : « Chez nous, on est resté plus vers la terre, vers la visite [...] J'ai une grand-mère qui ... [...] il y avait plein de monde, pis elle mettait le chaudron sur la table. [...] C'était convivial [...]. Plus communautaire. S'il y en avait pour six, y'en avait pour dix. Pis, quand il n'y avait pas beaucoup de monde, elle appelait le monde pour qu'ils viennent manger » (Dominique 18/04).

J'ai relevé dans plus de la moitié des entretiens six occurrences spontanées qui illustrent bien cette distance culturelle (Figure 14). Celles-ci font référence aux valeurs humaines et communautaires mentionnées plus haut, à la conscience de

la pauvreté dans la région, au chômage endémique, à la prépondérance de l'économie touristique, à la division culturelle entre Charlevoix-Est et Charlevoix-Ouest, et à l'importance attribuée à la qualité de vie, valeur plus individualiste.

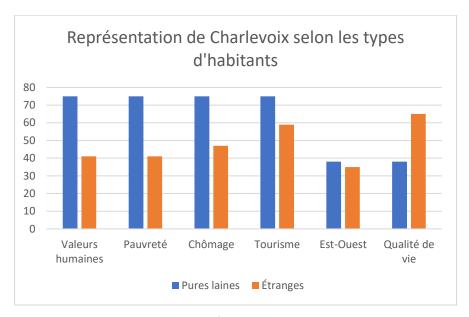


Figure 14

Les différences apparaissent nettement sur ce graphique, et le sont encore plus lorsqu'on introduit une distinction supplémentaire entre « étranges de longue date » (habitant la région depuis plus de 20 ans) et « étranges » (moins de 20 ans). Elle nous permet d'évaluer leur degré d'intégration au terroir charlevoisien (et donc à sa culture), tant objectivement (acquisition de la culture locale) que subjectivement (quasi-assimilation par les « pures laine ») (Figure 15).

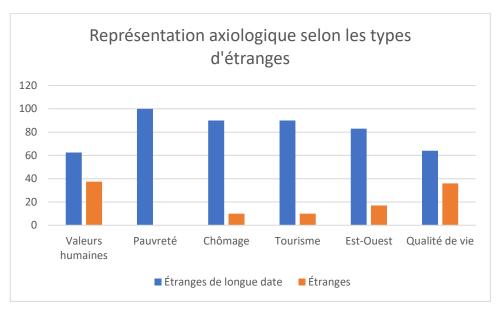


Figure 15

Tâchons maintenant d'articuler la distinction entre Charlevoisiens « pures laine » et « étranges », et celle des Charlevoisiens politisés et non-politisés pour comprendre la nature de la classe dirigeante subalterne conjoncturelle au G7, et son rapport avec les classes marginales charlevoisiennes.

Des 72% des Charlevoisiens qui appréhendent le G7 comme évènement essentiellement apolitique, 88% sont des « pures laine » (ceux qui ont déclaré le contraire étaient directement impliqués dans l'organisation de la manifestation du 3 juin), et 63% des « étranges » (dont 90% d' « étranges de longue date »). Il semble que le rapport des Charlevoisiens à leur terroir influe sur leur regard porté sur le G7, et leur conscience de la nature politique de l'évènement. On peut conclure que les classes marginales subalternes du G7 sont constituées en majorité de Charlevoisiens de souche, non-politisés.

Qu'en est-il de l'organisation de la résistance locale au G7 ? Les principaux moteurs de la résistance politique se recrutent dans le tissu militant québécois urbain, surtout à travers le REPAC, « Eau Secours » et le « Comité populaire Saint-Baptiste », tous basés à Québec, principaux organisateurs de la manifestation du 3 juin à La Malbaie ; à travers l'intervention de Francis Dupuis-Déri à Baie-Saint-Paul le 12 février, et moi-même, jeune « étrange », et instigateur de cette rencontre. Ceci nous montre la capacité de déploiement et de délocalisation du tissu militant urbain, son rôle moteur dans cette organisation périphérique de la résistance au sommet (Wood, Staggenborg, Stalker et Kutz-Flamenbaum 2017), même si l'impact et l'ampleur de cette résistance demeure bien moindre qu'en ville.

Soulignons également la subalternité des Charlevoisiens à travers le Centre-Femmes, qui, selon une de ses représentantes, était « prêt à s'impliquer » contre le G7, à condition que ce « ne soit pas nous qui *lead* ». La décision du REPAC

d'organiser une action collective était suspendue à l'aval de leurs deux représentantes, présentes lors de l'assemblée générale du 23 février, décision qui n'allait pas sans « pression » pour l'une d'entre elles (Raphaëlle 14/05).

Conclusion

Il existe bel et bien des résistances locales au G7 de Charlevoix, des résistances politiques et infra-politiques, des résistances planifiées, publiques, dirigées par des communautés militantes extérieures à la région, s'appuyant sur des organismes ou des particuliers locaux, et des résistances non-coordonnées, mais simultanées, feutrées, anonymes, réactionnelles et conjoncturelles, propre à la communauté charlevoisienne, à son terroir, à sa culture, et à son histoire.

J'ai voulu montrer par des arguments théoriques et empiriques que ce serait se tromper que de considérer les résistances infra-politiques des Charlevoisiens au G7 comme de simples réactions civiles. Lorsqu'il y a subalternité, il y a infra-politique, expression liminale d'un rapport ambivalent au pouvoir, fait de résistance et de consentement.

Sur le plan méthodologique, cette étude aurait gagné en profondeur et en solidité si j'avais procédé à une analyse diachronique et péri-évènementielle. Elle m'aurait permis de situer les résistances des Charlevoisiens au G7 dans le moyen terme, à la lumière d'une recherche *ex ante* et *ex post*. L'apport de cette démarche est évident, tout comme les limites de sa faisabilité. Habitant la région depuis six ans, j'ai été en mesure d'observer de près les pratiques des Charlevoisiens, mais suis toujours resté un « étrange » aux yeux des « pures laine », avec ses idées et ses valeurs, ses attitudes et ses conduites, sa sociabilité et son réseau relationnel, vivant dans un monde accessible au leur qu'en de rares occasions.

La tenue du sommet du G7 révèle également les deux niveaux de la dialectique entre classes subalternes et classes dirigeantes, globales et locales. Les résistances infra-politiques observées sont une « trace d'initiative autonome » (Gramsci 1991 : 309) des Charlevoisiens subalternisés par la classe dirigeante mondiale, alors que les résistances politiques sont la preuve de leur hétéronomie sur le plan local et provincial, de la fragmentation et du caractère apolitique de leur tissu communautaire, de leur dépendance vis-à-vis d'une « classe évoluée », qu'elle soit charlevoisienne, en majorité composée d' « étranges », et urbaine, à l'origine des actions collectives civiles et politiques dans la région. Deux formes de résistances pour deux formes de subalternités : une subalternité globale de l'ensemble de la population charlevoisienne, et une subalternité locale des charlevoisiens « pures laine ».

Sur le plan théorique, cette étude contribue à actualiser la définition des classes subalternes esquissée par Gramsci. Je parle d'« esquisse », parce qu'elle apporte aux premiers abords plus des pistes de réflexion qu'une grille de lecture opératoire claire et précise. Guido Liguori les résume au nombre de quatre.

Gramsci utilise le terme « subalterne » pour faire référence aux positions sociales les plus marginales dans la société (esclaves, serfs, prolétaires), aux classes à même de contester l'hégémonie de la classe dominante (prolétariat industriel avancé), à des « sujets singuliers » plutôt qu'à des classes ou des groupes sociaux, et enfin à un rapport culturel, voire psychologique, de pouvoir, sur ses classes ou ses sujets (Liguori 2016 : 428). Vu sous l'angle charlevoisien, la multidimensionalité de cette définition prend tout son sens, chacun de ces éléments renvoyant à un aspect particulier de la dialectique entre « classes subalternes » et « classes dirigeantes ». Le premier fait référence aux Charlevoisiens « pures laine », le second aux Charlevoisiens « étranges » politisés et aux mouvements urbains anti-G7, le troisième au caractère fragmenté, parcellaire et spontané des résistances infra-politiques des Charlevoisiens, et le dernier au pouvoir hégémonique des classes dirigeantes locales, provinciales, fédérales et mondiales.

Cette étude permet ensuite de relever l'existence d'une subalternité conjoncturelle, qui renforce la subalternité structurelle des classes marginales que forment les Charlevoisiens « pures laine ». L'articulation du long et du court terme nous permet en deuxième lieu de comprendre comment l'adhésion spontanée des Charlevoisiens aux arguments économiques et symboliques dominants est liée à l'économie et la culture touristique, et relève de leur subalternité structurelle. Une telle articulation nous permet de remarquer en dernier lieu comment les modalités infra-politiques les plus fréquentes lors du G7 (exit, opportunisme, décrédibilisation) sont aussi historiquement les plus récurrentes. Cette « petite tradition » se manifeste autant dans le quotidien que durant les épisodes exceptionnels de haute pression, identifiable dès la fin du XVIIIe siècle.

Le cas charlevoisien nous oblige troisièmement à nuancer la thèse gramscienne d'une alliance organique presque mécanique entre « classe évoluée » et franges marginales des classes subalternes. Il abonde dans le sens contraire en montrant comment le décalage conjoncturel entre « direction consciente » des premières et « spontanéité » des secondes dérive d'un décalage structurel. Cet isolement s'explique par la compartimentation culturelle intestine des classes subalternes charlevoisiennes entre classe dirigeante et classes marginales, qui s'exprime de manière vernaculaire par la distinction entre Charlevoisiens « pures laine » et « étranges ». En d'autres termes, les Charlevoisiens de souche ne disposent pas de leur propre élite politique.

En cela, l'avant-garde politique charlevoisienne qui fait surface au contact du G7, parce qu'elle n'est pas son avant-garde culturelle, ne peut former une alliance organique avec sa base. Sans symbiose, pas de « politique de masse », juste de simples « aventure[s] de groupes » vivant dans le même espace, tout en ayant le sentiment et la conscience de ne pas faire partie entièrement du même monde, deux solitudes qui luttent ensemble séparément contre un ennemi commun dans l'incompréhension, si ce n'est l'indifférence de l'autre. Les classes marginales charlevoisiennes représentées par cette classe dirigeante sont aussi dominées par elles qu'étrangères à elles. Il est possible de relancer la question

en se demandant qu'en aurait-il été si les « étranges de longue date » auraient pris une place plus importance dans la « direction consciente » de l'action politique anti-G7. Faut-il y voir la clé dans la formation d'une « autonomie intégrale » et d'un « bloc hégémonique » charlevoisien ?

Dernière remarque, et nouvelle piste de réflexion, je propose de considérer les résistances infra-politiques à la lumière de ce que Gramsci qualifie dans le cahier 27 de « droit populaire », soit « une masse d'opinions 'juridiques' populaires qui prennent la forme du 'droit naturel' » (Gramsci 1991 : 341-342). Lorsque le pouvoir en vient à excéder ce droit, le peuple se donne celui de réagir selon la proportion de l'outrage. Le vécu prend alors la mesure de l'excès du normatif tel qu'acté dans la loi, de l'exception du droit institué (remise en cause des libertés fondamentales) et coutumier (de son droit acquis sur l'espace). Dans le cas charlevoisien, ce dernier s'exprime à travers la mobilisation du lexique de l'occupation et de la dépossession, mis en exergue par les mots de Jacqueline, Charlevoisienne d'adoption, en parlant du zonage et de la clôture de 1,4 km de long : « Ils n'aiment pas ça. C'est sur leur territoire. [...] Ça brime des droits qu'ils ont » (Jacqueline 04/05).

On retrouve cette référence à l'usage deux siècles plus tôt, lorsque des Charlevoisiens se sont ouvertement opposés à la conscription de 1813. Les frères Alexis et Henri Brassard, habitants de La Malbaie et chefs de la rébellion, soutenaient qu' « il n'y a que Dieu qui est leur Roi. [...] Que les commandements c'était sans droit et aucune justice, qu'ils appartenaient encore aux Français ni ayant pas encore 50 ans que les Anglais étaient au Canada et qu'il ne faut pas obéir à ces ordres anglais, qu'ils avaient pas de force » (cité dans Lalancette 2014: 14). L'usage renvoie au terroir charlevoisien, à une culture commune, à des leaders qui se détachent, s'en revendiquent, et se recrutent parmi les classes marginales. L'usage nous en dit plus encore sur la nature infra-politique de leur engagement. Leur but n'est pas de défier l'hégémonie de la classe dirigeante, mais de montrer la primauté de leur souveraineté coutumière sur la souveraineté de l'État, de leur morale sur les lois établies.

Références

Amoore, Louise. 2005. *The Global Resistance Reader*. London and New York: Routledge.

Bayne, Nicholas. 2005. "Transcending the Riots: Genoa 2001." Pp. 91-104 in *Staying Together: The G8 Summit Confronts the 21st Century*. London: Routledge.

Biernacki, Patrick and Dan Waldorf. 1981. "Snowball Sampling: problems and Techniques of Chain Referral Sampling." *Sociological Methods & Research* 10(2): 141-163.

Blanchard, Raoul. 1935. *L'Est du Canada français*, Tome I, Paris et Montréal : Masson et C^{ie}.

Bleiker, Roland. 2000. *Popular Dissent. Human Agency and Global Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.

Braudel, Fernand. 1958. "Histoire et sciences sociales. La longue durée." *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 13(4): 725-753.

Davies, Mathew and Michael Niemann. 2015. *Rediscovering International Relations Theory: Global Spaces and Everyday Life*. London: Routledge.

Desgagnés, Émilie. 2018. "G7: Le mouvement Action-Chômage ne comprend pas." *Le Charlevoisien*, May 30. Accessed August 20, 2019, http://www.cihofm.com/nouvelles/G7-le-Mouvement-Action-Chomage-ne-comprend-pas-2018-05-30-13-25

Direction de la Planification, du Partenariat et de l'Information sur le Marché du Travail. 2010. "Portrait territorial de Charlevoix." *Emploi Québec*. Accessed August 20, 2019,

https://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Regions/Capital e-Nationale/03 etude portrait MRC charlevoix.pdf

Drainville, André C. 2012. A History of World Order and Resistance. The Making and Unmaking of Global Subjects. London: Routledge.

Dubé, Philippe. 1986. *Deux cent ans de villégiature dans Charlevoix. L'histoire du pays visité*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Eliasoph, Nina. 1998. *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*. Cambridge: University Press.

Foucault, Michel. 1976. Histoire de la sexualité I. Paris : Gallimard.

Foucault, Michel. 1980. *Power/knowledge: Selected interviews and other writings* 1972-1977. New York: Pantheon.

Gauthier, Serge. 2002. "Charlevoix, culture locale, culture de l'Autre." *Revue d'Histoire de Charlevoix* 41:4-10.

Gauthier, Serge.. 2016. *D'un veau d'or à l'autre*. La Malbaie : Éditions Charlevoix.

Gills, Barry K. 2000. *Globalization and the Politics of Resistance*. Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan.

Guillaume, Xavier. 2011. "Resistance and the International: The Challenge of the Everyday." *International Political Sociology* 5(4): 459-462.

Gramsci, Antonio. 1978. *Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12, 13*. Paris : Gallimard.

Gramsci, Antonio. 1983. *Cahiers de prison. Cahiers 6, 7, 8 et 9.* Paris : Gallimard.

Gramsci, Antonio. 1991. *Cahiers de prison. Cahiers 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29.* Paris: Gallimard.

Gramsci, Antonio. 1996. *Cahiers de prison. Cahiers 1, 2, 3, 4, 5*. Paris: Gallimard.

Hardt, Michael and Antonio Negri. 2004. *Multitude. War and Democracy in the Age of Empire*. New York: Penguin Group.

Haynes, Douglas E. and Gyan Prakash. 1992. "Introduction: The Entanglement of Power and Resistance." Pp. 1–22 in *Contesting Power: Resistance and Everyday Social Relations in South Asia*, edited by D. Haynes and G. Prakash. Berkeley: University of California Press.

Hirschman, Albert O. "Exit, Voice, and the State." Pp. 309-330 in *The Essential Hirschman*, edited by Jeremy Adelman. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

Juris, Jeffrey S. and Alexander Khasnabish. 2013. *Insurgent Encounters*. *Transnational Activism, Ethnography, and the Political*. Durham and London: Duke University Press.

King. Mike. 2004. "D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada." *Cultures & Conflits* 56(4): 209-247.

Lalancette, Mario. 2011. "La Malbaie et la Révolution française." *Revue d'Histoire de Charlevoix* 76-77: 9-12.

Lalancette, Mario. 2014. "Les 'Assemblées révolutionnaires' de La Malbaie." *Revue d'Histoire de Charlevoix* 76-77: 10-22.

Lalancette, Mario. 2019. "Les Assemblées révolutionnaires de La Malbaie : profil des rebelles et des loyaux sujets." *Revue d'Histoire de Charlevoix* 93-94: 3-16.

Liguori, Guido. 2016. "Le concept de subalterne chez Gramsci." *Mélanges de l'École française de Rome* 128(2) : 421-429.

Macpherson Lemoine, James. 1872. *L'Album du Touriste. Archéologie, histoire, littérature, sport*. Québec: Augustin Côté et C^{ie}.

Noy, Chaim. 2008. "Sampling Knowledge: The Hermeneutics of Snowball Sampling in Qualitative Research." *International Journal of Social Research Methodology* 11(4): 327-344.

Polletta, Francesca. 1999. "Free Spaces' in Collective Action." *Theory and Society* 28: 1-38.

Ricœur, Paul. 1984. "L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social." *Autres Temps*, 2 : 53-64.

Scott, James C. 1985. Weapons of the Weaks: Everyday forms of Pesant Resistance. New Haven: Yale University Press.

Scott, James C. 1990. *Domination and the Arts of Resistance*. New Haven: Yale University Press.

Scott, James C. 2005. "The infrapolitics of subordinate groups." Pp. 65-73 in *The Global Resistance Reader*, edited by Louise Amoore. London and New York: Routledge.

Sharp, Joanne P., Paul Routledge, Chris Philo and Ronan Paddison. 2000. *Entanglements of Power: Geographies of Domination/Resistance*. London: Routledge.

Tremblay, Jean-Sébastien. 2017. "Charlevoix tombe dans le trou noir." *Le Charlevoisien*, December 6. Accessed August 20, 2019, https://www.lecharlevoisien.com/2017/12/06/charlevoix-tombe-trou-noir/

Waddington, David and Mike King. 2007. "The Impact of the Local: Police Public-Order Strategies During the G8 Justice and Home Affairs Ministerial Meetings." *Mobilization: An International Journal* 12 (4): 417-430.

Wilcox, Lauren B. 2015. *Bodies of Violence: Theorizing Embodied Subjects in International Relations*. Oxford: Oxford University Press.

Wood, Lesley J., Suzanne Staggenborg, Glenn J. Stalker and Rachel Kutz-Flamenbaum. 2017. "Eventful Events: Local Outcomes of G20 Summit Protests in Pittsburgh and Toronto." *Social Movement Studies* 16(5): 595-609.

Yamamoto, Hidehiro. 2010. "How Did the Citizens React Anti-G8 Movements? Analysis Based on Sapporo Citizens' Survey." XVII International Sociological Association World Congress of Sociology

À propos de l'auteur

Régis Coursin est boursier postdoctoral du Fonds de Recherche du Québec – Société et Culture, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, et co-coordonnateur de la revue d'idées *Possibles*. Ses recherches se concentrent sur l'étude transhistorique des mouvements sociaux, du XVIIIe siècle à nos jours.

regis.coursin AT umontreal.ca